

## Y aura-t-il, demain, de l'eau potable pour tout le monde ?

Par , le 21/3/2018 à 06h00

Le Forum international de l'eau, qui se tient jusqu'à vendredi à Brasilia, réunit une quinzaine de chefs d'État, 300 maires de villes du monde entier et plusieurs dizaines de scientifiques. La tonalité générale est alarmiste, alors que selon un rapport de l'ONU, près de la moitié de la population mondiale, soit 3,6 milliards de personnes, vit déjà dans des zones où l'eau peut manquer au moins un mois par an. Ce nombre pourrait atteindre 5,7 milliards en 2050.

Il est nécessaire d'améliorer la gestion globale de l'eau

Céline Gilquin

*Responsable de la division eau et assainissement à l'Agence française de développement (AFD) (Crédit : Alain Goulard)*

Le problème actuel, sur lequel insistent les Nations unies à l'occasion du 8<sup>e</sup> Forum de l'eau à Brasilia, c'est l'inégalité d'accès à la ressource. Elle est renforcée dans les pays du Sud, là où l'eau est rendue plus rare par deux phénomènes : l'urbanisation et les effets du changement climatique. C'est notamment le cas sur le pourtour méditerranéen, en Afrique australe – le Mozambique ou l'Afrique du Sud notamment – ou encore en Bolivie, qui a connu une grave pénurie en 2016.

Ces phénomènes nécessitent d'améliorer la gestion globale de la ressource. À Brasilia, tout le monde a cet enjeu en tête. C'est le premier Forum qui intervient après la définition par l'ONU, en 2015, des Objectifs de développement durable (ODD), dont l'un porte sur l'accès à une eau potable et à des toilettes pour tous, d'ici à 2030. La définition de cet objectif a entraîné un élargissement de la vision des enjeux. Signe de cette évolution, certaines ONG – qui se limitaient encore il y a quelques années à creuser des puits pour offrir un accès à l'eau aux populations – raisonnent désormais en termes de maîtrise du cycle complet de l'eau. Deux des leviers pour améliorer l'accès à la ressource consistent à lutter contre les fuites dans le réseau

d'approvisionnement et à améliorer le traitement en aval. Aujourd'hui, 80 % des eaux usées ne sont pas traitées, alors qu'elles pourraient être utilisées après traitement pour l'agriculture, faisant ainsi baisser la pression sur la demande. Il faut, en cas de crise, insister sur la maîtrise de la consommation et donner la priorité à l'eau potable. Sur toutes ces questions, l'Agence française de développement (AFD) finance des projets. À La Paz, elle a aidé les autorités à sensibiliser les usagers. Nous finançons des stations d'épuration en Tunisie, avec l'objectif de réduire les eaux usées de moitié, et des usines de dessalement en Jordanie. La gouvernance, un autre enjeu majeur, est en cours d'amélioration. L'eau est souvent présentée comme un facteur de crise.

C'est vrai dans certaines parties du monde, où elle devient un enjeu en cas de conflit. Mais la gestion de l'eau peut aussi amener certains pays, qui n'ont pas de relations particulièrement bonnes par ailleurs, à se mettre autour d'une table, et favoriser ainsi le dialogue.

En Afrique, les organismes de gestion des bassins des fleuves Sénégal et Niger ou du lac Tchad, sont parmi les rares organisations transfrontalières qui fonctionnent. C'est aussi le cas dans le bassin du Mékong, où les résultats sont encourageants, même si la Chine ne collabore pas toujours. Nous essayons à l'AFD d'accompagner ces schémas directeurs de l'eau, pour favoriser la mise en commun des connaissances sur la ressource et l'adoption de mesures communes afin de permettre une utilisation optimale.

Recueilli par Julien Duriez

----

La technologie permet de résoudre bien des problèmes

Jean-Louis Chaussade

*Directeur général de Suez (Crédit : Suez)*

On ne peut pas répondre à cette question par oui ou non, mais il y a une conjonction de facteurs qui pousse nécessairement à une utilisation plus rationnelle de l'eau. Le réchauffement climatique accentue les déséquilibres, l'augmentation de la population mondiale et le développement de l'urbanisation créent des tensions sur la ressource en eau. La pression est donc forte, même si, rappelons-le, l'eau que nous buvons, ne représente que 5 % de la consommation mondiale d'eau, tandis que l'agriculture absorbe 70 % de la ressource et l'industrie de 20 % à 25 %. Des pays et des régions sont également plus menacés que d'autres, comme l'Australie, la Californie, l'Afrique du Sud ou encore le Moyen-Orient. Au même titre que le réchauffement climatique, l'accès à l'eau est devenu un problème majeur pour l'avenir de la planète. Mais il y a une prise de conscience, et la tonalité des débats qui se tiennent à Brasilia le montre bien. Certes, l'urgence est là, mais il faut être optimiste, car les comportements évoluent dans le bon sens, et la technologie permet de résoudre bien des problèmes. Elle permet par exemple d'entrer de plus en plus dans une logique de gestion intégrée du cycle. Il s'agit d'éviter que les rivières et les nappes soient polluées, de réduire les fuites sur les réseaux – qui peuvent dépasser les 50 % à certains endroits – et d'améliorer les systèmes d'assainissement. De nouvelles réflexions apparaissent

également sur la tarification, avec l'idée d'être dans une logique plus rationnelle : les premiers mètres cubes doivent être accessibles à tout le monde et les prix peuvent monter au fur et à mesure que la consommation augmente. Ces préoccupations sur une gestion globale de l'eau ne sont pas nouvelles, mais elles surgissent désormais partout, en ne concernant plus seulement les pays riches. C'est totalement nouveau. En Inde, par exemple, la réparation des canalisations devrait permettre d'apporter de l'eau 24 heures sur 24 dans certains quartiers de grandes villes, sans pour autant puiser davantage dans la ressource.

Nous venons de remporter plusieurs contrats en ce sens. De même, les industriels cherchent de plus en plus à minimiser leur consommation et leurs rejets. Au Chili, les autorités ont interdit à certaines mines d'utiliser les nappes phréatiques et les obligent à trouver d'autres solutions, comme la réutilisation des eaux usées. Les technologies peuvent ainsi se mettre au service d'une meilleure gestion de la ressource et deviennent accessibles au plus grand nombre – par exemple, le dessalement de l'eau de mer, avec la construction d'usines de plus en plus grandes. Reste néanmoins à accroître les efforts dans l'agriculture, autrement dit à trouver les moyens de produire plus pour répondre à l'augmentation de la demande, alors que les terres arables ont tendance à diminuer.

Recueilli par Jean-Claude Bourbon